



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATION DE SIGNATURE

n° 40 du 7 octobre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 8 octobre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1041
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1041
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1041
Bureau de l'interministérialité	1041
Arrêté N° 10.BI.38 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature à l'agent de permanence pour le week-end de la Toussaint 2010.....	1041
Arrêté N° 10.BI.39 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour le week-end du 11 novembre 2010	1041
Arrêté N° 10.BI.40 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires	1041
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1049
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY	1049
Arrêté de délégation de signatures du 1 ^{er} octobre 2010	1049
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	1049
Arrêté du 4 octobre 2010 de subdélégation	1049

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité***Arrêté N° 10.BI.38 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature à l'agent de permanence pour le week-end de la Toussaint 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision d'affectation du 13 février 2006 nommant M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du bureau interministériel de défense et de protection civiles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée dans le cadre de la permanence du week-end de la Toussaint à M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du bureau interministériel de défense et de protection civiles, du vendredi 29 octobre 2010 à 18h00 au lundi 1er novembre 2010 à 18h00 à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire

- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Pascal SEYLLER, chef du bureau interministériel de défense et de protection civiles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le directeur de cabinet et à Mme la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 5 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N° 10.BI.39 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour le week-end du 11 novembre 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision préfectorale du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet à la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er décembre 2009, nomination confirmée par la décision préfectorale du 25 janvier 2010 ;

VU la décision préfectorale du 25 janvier 2010 nommant Mme Caroline TEJEDO-CRUZ chef du service interministériel de communication à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée dans le cadre de la permanence du week-end du 11 novembre 2010 à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, du mercredi 10 novembre 2010 à 18h00 au vendredi 12 novembre 2010 à 18h00 et à Mme Caroline TEJEDO-CRUZ, attachée principale, chef du service interministériel de communication, du vendredi 12 novembre 2010 à 18h00 au dimanche 14 novembre 2010 à 18h00 à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire

- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Jean-Louis BIOU, chef du bureau du cabinet, et Mme Caroline TEJEDO-CRUZ, chef du service interministériel de communication, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le directeur de cabinet et à Mme la directrice départementale des finances publiques.

Nancy, le 5 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N° 10.BI.40 du 5 octobre 2010 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU les lois N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
 VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;
 VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
 VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;
 VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
 VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
 VU l'arrêté du premier ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
 VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCES
	1 – ADMINISTRATION GENERALE	
	a) Personnel de l'Etat	
	* <i>Recrutement</i>	
A1 a1	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacance à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994
A1 a2	* <i>Nomination - Affectation – Mutation</i> Nomination des : - Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, - Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, - Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a3	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : - Tous les fonctionnaires de catégories C et B, - Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, - Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a4	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a5	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a6	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984
	* <i>Gestion</i>	
A1 a7	Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : - Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, - Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, - Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a8	Gestion des : - Agents d'exploitation, - Chefs d'équipe d'exploitation des TPE,	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié

	<ul style="list-style-type: none"> - Conducteurs des TPE, <p>A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avancement des conducteurs principaux des TPE, - Notation. 	
A1 a9	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a10	Notation des agents	
A1 a11	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984
A1 a12	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a13	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4
A1 a14	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C. <i>* Positions</i> 1 – Détachement	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
A1 a15	<ul style="list-style-type: none"> - Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : - Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, - Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. - Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option). 	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié
A1 a16	2 – Disponibilité L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, Pour élever un enfant de moins de huit ans, Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6
A1 a17	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6
A1 a18	3 – Congés L'octroi : Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, Des congés annuels, Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, Du congé de présence parentale.	Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006
A1 a19	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1 a20	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1 a21	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	
A1 a22	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1 a23	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	

A1 a24	4 – Temps partiel L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
A1 a25	5 – Réintégration Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : Au terme d'une période de travail à temps partiel, Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée. <i>* Autorisations Spéciales d'Absence</i>	Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7
A1 a26	Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse. <i>* Autorisations Extra-professionnelles</i>	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
A1 a27	Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires. <i>* Accidents</i>	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971 Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée
A1 a28	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
A1 a29	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle. <i>* Sanctions Disciplinaires</i>	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
A1 a30	Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés. <i>* Maintien en Poste</i>	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
A1 a31	Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum. <i>* Nouvelle Bonification Indiciaire</i>	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
A1 a32	Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a33	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles. <i>* Missions</i>	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
A1 a34	Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986
A1 a35	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a36	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules de service.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a37	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules personnels pour les besoins du service.	Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a38	<i>* Concessions de logement</i> sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	Arrêté T.P. du 13 mars 1957

	2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE	
	a) Exploitation du réseau routier national	
A2 a1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 a2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968
A2 a3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A2 a4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 a5	<i>Les autorisations spéciales de circulation sur les autoroutes concédées.</i>	R.432-7 Code de la route
	b) BEPECASER	
A2 b1	Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen, autorisations d'enseigner et diplômes. Présidence du jury et traitement de toute correspondance en provenance des centres de formation des candidats	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
	c) ECOLES DE CONDUITE	
A2 c1	Etablissement des conventions Etat/écoles de conduite permis à 1€ par jour	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005
A2 c2	Délivrance des agréments des écoles de conduite	
A2 c3	Attribution des places d'examen aux écoles de conduite	
A2 c4	Traitement de toute correspondance en provenance des écoles de conduite et des candidats	
A3 a1	3 – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Signature des conventions ATESAT.	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.03.2003
	4 – CONSTRUCTIONS	
	a) Logement	
A4 a1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation – Art. L.641.6 à 641.9
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation – Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.11
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme Art. R.480.4 et 5
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41
A4 a6	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat.	Circulaire n° 99.02 du 12 Janvier 1999
	b) H.L.M.	
A4 b1	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.12 Code de la construction et de l'habitation – Art. L.443.8
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements sociaux).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants.
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation – Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation – Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation – Art. R.323.6
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.5b
A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et	Code de la construction et de l'habitation

A4 b15	l'amélioration des logements locatifs sociaux. Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition-amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Art. R.331.15 Cirulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 – Art. 10 Cirulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 – Art. 10 Cirulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 Novembre 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Cirulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Cirulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts - Art. 1388 bis Cirulaire METL du 8 octobre 2001
A4 b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Cirulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Cirulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Cirulaire du 23 mars 2001
A5 a1	5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME a) Documents d'urbanisme Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme articles L 121-1 et R 121-1
A5 a2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés. (Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme article L 123-7 code de l'urbanisme article L 126-1
A5 a3	Mise à jour des PLU-servitudes	
A5 b1	b) Constructions , aménagements et démolitions Mesures de sauvegarde-sursis à statuer	Code de l'urbanisme articles L 111-7 et s et L 123-6 et s
A5 b2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les parties de territoire non couvertes par un PLU , une carte communale ou un document d'urbanisme	Code de l'urbanisme article L 422-5
A5 b3	Dérogation en matière d'implantation et de volume des constructions	Code de l'urbanisme article R 111-20
A5 b4	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R 423-38
A5 b5	Majoration ou prolongation de délais	Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)
A5 b6	Décisions sur permis de construire , de démolir , d'aménager et déclarations préalables	Code de l'urbanisme article R 422-2 de a) à d)
A5 b7	Décision relative aux participations	Code de l'urbanisme article R 424-8
A5 b8	Certificat de non opposition à déclaration préalable ou permis de construire ou d'aménager ou de démolir	Code de l'urbanisme article R 424-13
A5 b9	Contestation de la conformité des travaux	Code de l'urbanisme article R 462-6
A5b10	Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de mettre les travaux en conformité	Code de l'urbanisme article R 462-9
A5b11	Attestation de non contestation	Code de l'urbanisme article R 462-10
A5b12	Mise en oeuvre de la garantie bancaire c) certificat d'urbanisme Délivrance des certificats d'urbanisme	Code de l'urbanisme articles R 442-15 et R 442-16 Code de l'urbanisme articles L 410-1 et s et R 410-6
A5 c1	d) Infractions	Art L 480-5,R 480.4 – code de l'urbanisme
A5 d1	Avis au titre de l'article L480-5 et avis au Parquet	
A5 g1	g) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologique préventive Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme article L332-6

	h) AFU	
A5 h1	ensemble des actes de procédure à l'exception des arrêtés d'ouverture d'enquête et de remembrement	Code de l'urbanisme articles L 322-1 à L 322-19 , R 322-1 à R 322-40
A5 i1	i) Publicités, enseignes, pré-enseignes Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 i2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 i3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A6 a1	6 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A6 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A6 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A6 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A6 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
A7 a1	7 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30 Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié
A7 a2	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	
A8 a1	8 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A8 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
A8 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
A9 a1	9 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1
A9 a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Art. R.410.1
A10 a1	10 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense. 11 – PARTICIPATION A L'INSTRUCTION DES DOSSIERS FINANCES PAR DES FONDS EUROPEENS ET NATIONAUX (FERDER – FNADT – FRED)	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998
A11 a 1	Signature des avis techniques sollicités par les services instructeurs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.	
A11 a 2	Signature des certificats de service fait.	

Article 2 : Délégation de signature est donnée Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

Chapitre I : Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole, d'aménagement foncier, de forêt et de chasse

- 100 – décisions individuelles d'attribution, de modulation et organisation des contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage) ;
- 101 – décisions individuelles et organisation des contrôles au titre de la conditionnalité des aides directes, des indemnités compensatoires, des aides liées aux engagements agro-environnementaux et au boisement des terres agricoles ;
- 102 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité ;
- 103 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés et organisation des contrôles ;
- 104 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation et organisation des contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant des règlements de développement rural ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1er décembre 1994) ;
- 105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié et organisation des contrôles ;
- 106 – attribution des aides à l'installation et organisation des contrôles, agrément et modification des PI (plans d'investissement), des études prévisionnelles d'installation et des plans de développement de l'exploitation ;
- 107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière ;
- 108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique ;
- 109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural) ;
- 110 – engagement et mise en paiement des indemnités aux organismes intervenant dans le plan de professionnalisation personnalisé, agrément et validation du plan de professionnalisation personnalisé (articles D 343-4 du code rural), décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires concernant les stages individuels et décisions d'agrément des maîtres de stage ;
- 111 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois ;
- 112 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles ;
- 113 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;
- 114 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

115 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;
116 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;

117 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers d'aide concernant les investissements forestiers ;

118 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;

119 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier de l'Agence de services et de paiement (ASP) ;

120 – agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

121 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier ;

122 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme ;

123 – décisions intervenant suite aux contrôles pour la rubrique 100 ;

124 – décisions intervenant suite aux contrôles pour les rubriques 101, 103, 104, 105, 106, 112, 113 et 117.

Chapitre II : Délégations liées aux missions en matière d'environnement et d'eau pour les domaines définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005

201 – accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;

202 – récépissé de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;

203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

211 – demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion :

- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire

- des arrêtés d'opposition à déclaration.

212 – demandes de régularisation de dossiers des installations, ouvrages, travaux et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 ou concernant des installations ou ouvrages fondés en titre, qui relèvent au titre de la police de l'eau, de l'article L 214-6 II du Code de l'Environnement ;

Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

221 – autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement) ;

222 – agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable ;

223 – interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement) ;

224 – transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement) ;

225 – pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement) ;

226 – concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement) ;

227 – interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement) ;

228 – réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

Chapitre III : Autres domaines

300 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

301 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers ;

302 – courrier liés à l'instruction et arrêtés préfectoraux agréant les personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

303 – correspondances adressées à la préfecture de Région au titre des avis de l'autorité environnementale.

Article 3 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,

- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,

- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,

- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,

- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de l'ouvrier),

- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.

- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),

- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Article 4 : M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- les mesures de licenciements,

- les sanctions disciplinaires,

- le recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment soumises aux obligations de défense,

- la délivrance des agréments des écoles de conduite,

- la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école,

- les agréments techniques, financiers et administratifs et la signature des contrats Natura 2000.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- 2) aux ministres,
3) aux parlementaires.
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
4) au préfet de région et au président du conseil régional,
5) au président du conseil général,
6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Article 7: L'arrêté préfectoral du N° 10.BMSSE.03 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 5 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

Arrêté de délégation de signatures du 1^{er} octobre 2010

La Présidente du Tribunal administratif de Nancy,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1991 nommant le vice-président du Conseil d'Etat ordonnateur principal des recettes et des dépenses du Conseil d'Etat et des juridictions administratives ;

Vu le décret n° 91-208 du 22 février 1991, complétant le décret n° 89-915 du 19 décembre 1989 et instituant les présidents, chefs de juridiction des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, ordonnateurs secondaires des dépenses de fonctionnement de la juridiction qu'ils président ;

DECIDE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire SERRE, présidente du Tribunal administratif de NANCY, Mme Annick WOLF, vice-présidente, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire SERRE, présidente du Tribunal administratif et Mme Annick WOLF, vice-présidente du Tribunal administratif, Mme Marie-Pierre BELLOMO, greffière en chef, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les décisions de Apassez outre, ni les réquisitions du comptable qui restent soumises à la signature de la présidente du Tribunal administratif.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Article 5 : Les signatures de Mme Annick WOLF et de Mme Marie-Pierre BELLOMO seront accréditées auprès de M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La présidente du Tribunal administratif, le trésorier-payeur général sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1^{er} octobre 2010

La Présidente,
Claire SERRE

Mme Annick WOLF, vice-présidente du Tribunal administratif de Nancy

Signature Paraphe

Mme Marie-Pierre BELLOMO, greffière en chef du Tribunal administratif de Nancy

Signature Paraphe

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté du 4 octobre 2010 de subdélégation

La directrice départementale de la protection des populations,

Vu l'arrêté préfectoral n° 10 BMSSE 05 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

ARRETE

Article 1^{er} : En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

Pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2010, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 : Mr Jean-Yves CHOLLET directeur départemental adjoint

Article 2 : La délégation de signature est donnée aux chefs de service et leurs adjoints pour signer les documents relevant de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 10 BMSSE 05 du 20 janvier 2010 selon les conditions suivantes :

1 pour l'ensemble des actes relevant du service santé, protection animale, et environnement (SPA) :

- Catherine NICOLEY, chef du service SPAE
- Emmanuelle PORTEMER, son adjointe

2 pour l'ensemble des actes relevant du service protection des consommateurs :

- Michel FRANCOIS, chef du service
- Juliette MOS, son adjointe

3 pour l'expérimentation animale :

- Anne DELEPORTE

Article 3 : En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°10 BMSSE 05 susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre
- aux ministres
- aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au Préfet de région et au président du Conseil Régional
- au président du Conseil Général
- au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy

Article 4 : La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

Article 5: Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à madame l'administratrice générale des finances publiques de Meurthe et Moselle.

Nancy , le 4 octobre 2010

La directrice départementale
de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

